



SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

ÉDITION JANVIER 2020

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,1 % de la population active au T3 2019. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,1 point. En moyenne au T4 2019, le département compte 65 290 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 2,3 % par rapport au T3 2019 (-1 570 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 99 740, en baisse de 2,0 % par rapport au T3 2019 (-2 030 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 48 230 (-2,4 % par rapport au T3 2019, soit -1 200 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 51 510 (-1,6 % par rapport au T3 2019, soit -830 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 10 280 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-5,0 % par rapport au T3 2019, soit -540 demandeurs d'emploi) et 30 200 seniors de 50 ans et plus (-0,3 % par rapport au T3 2019, soit -80 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 44 270, en baisse de 1,5 % par rapport au T3 2019 (-680 demandeurs d'emploi).

A la fin du T3 2019, les Alpes-Maritimes comptent 404 558 salariés, soit 417 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 395 645 (-0,2 %, soit -699 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 8 913 (+3,3 %, soit +283 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 30 974 emplois salariés y compris intérim, en baisse de 84 par rapport à la fin du trimestre précédent (-0,3 %) : -48 emplois hors intérim et -35 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés y compris intérim s'établit à 25 428, en hausse de 70 (+0,3 %) : -35 emplois hors intérim et +105 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 220 200, en hausse de 404 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) : +261 emplois hors intérim et +143 emplois intérimaires.

Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 355 CUI/PEC et 292 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2019 (soit respectivement -151 et +17 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T3 2019, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 1 172 bénéficiaires de CUI/PEC et 426 bénéficiaires de CDDI (respectivement -135 et -8 qu'un an plus tôt). Enfin, durant la campagne de juin 2019 à novembre 2019, le département enregistre 3 361 contrats d'apprentissage, soit 68 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
Chômage (données CVS) et demande d'emploi (données CVS-CJO)					
Taux de chômage	9,1 %	T3 2019	+0,1 pt	T2 2019	<i>Insee</i>
Demandeurs d'emploi de catégorie A*	65 290	T4 2019	-1570	T3 2019	<i>Pôle emploi, Dares</i>
<i>Hommes</i>	32 590	T4 2019	-890	T3 2019	
<i>Femmes</i>	32 690	T4 2019	-690	T3 2019	
<i>Moins de 25 ans</i>	7 380	T4 2019	-340	T3 2019	
<i>50 ans et plus</i>	20 090	T4 2019	-190	T3 2019	
Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C*	99 740	T4 2019	-2030	T3 2019	
<i>Hommes</i>	48 230	T4 2019	-1200	T3 2019	
<i>Femmes</i>	51 510	T4 2019	-830	T3 2019	
<i>Moins de 25 ans</i>	10 280	T4 2019	-540	T3 2019	
<i>50 ans et plus</i>	30 200	T4 2019	-80	T3 2019	
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	44 270	T4 2019	-680	T3 2019	
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	24 710	T4 2019	-40	T3 2019	
<i>Entrées</i>	10 060	T4 2019	-20	T3 2019	
<i>Sorties</i>	10 760	T4 2019	-160	T3 2019	
Emploi (données CVS)					
Emploi salarié**	404 558	Fin T3 2019	-417	Fin T2 2019	<i>Insee, Acoiss-Urssaf, Dares</i>
<i>Agriculture, sylviculture et pêche</i>	832	Fin T3 2019	+5	Fin T2 2019	
<i>Industrie y compris intérim</i>	30 974	Fin T3 2019	-84	Fin T2 2019	
<i>Construction y compris intérim</i>	25 428	Fin T3 2019	+70	Fin T2 2019	
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	220 200	Fin T3 2019	+404	Fin T2 2019	
<i>Tertiaire non marchand y compris intérim</i>	127 124	Fin T3 2019	-813	Fin T2 2019	
Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)					
Embauches en contrat unique d'insertion/parcours emploi compétences (CUI/PEC)***	355	T3 2019	-151	T3 2018	<i>ASP</i>
Stock de bénéficiaires de CUI/PEC	1 172	Fin T3 2019	-135	Fin T3 2018	
Embauches en contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)	292	T3 2019	+17	T3 2018	
Stock de bénéficiaires de CDDI	426	Fin T3 2019	-8	Fin T3 2018	
Nouveaux contrats d'apprentissage	3 361	Campagne juin 2019 - novembre 2019	+68	Campagne juin 2018 - novembre 2018	<i>Chambres consulaires, Direccte Paca, Dares</i>

* Voir avertissement page 2

** Voir avertissement page 7

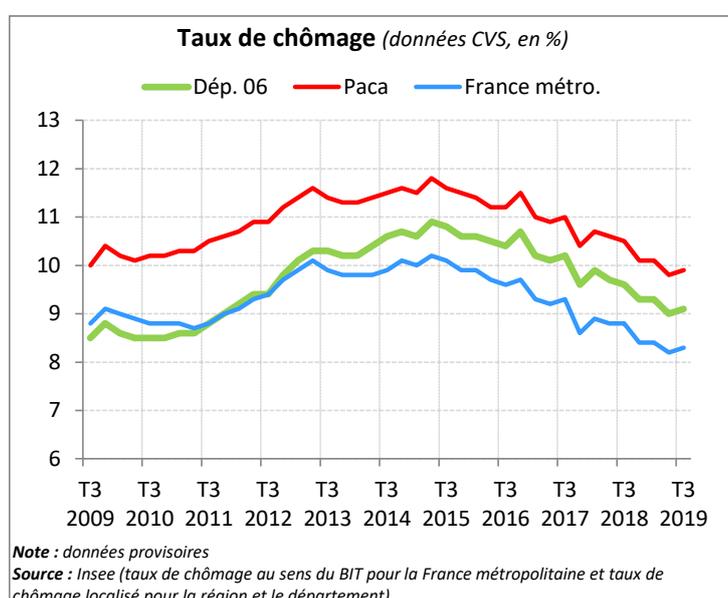
*** Voir avertissement page 9

Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes en âge de travailler en emploi et au chômage). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Avertissement : depuis 2018, la publication Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. Cette refonte vise à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles de ces statistiques plutôt que sur leurs variations au mois le mois, qui sont très volatiles et parfois difficiles à interpréter. La situation des demandeurs d'emploi est déterminée à la fin de chaque mois. La moyenne trimestrielle est la somme des effectifs pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois.

Taux de chômage

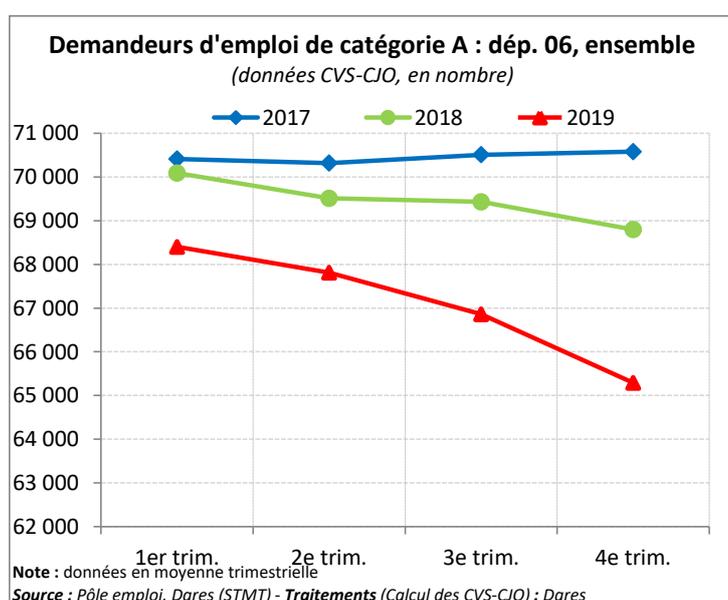


- Au T3 2019, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 9,1 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,5 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 9,9 % de la population active au T3 2019. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,6 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 8,3 % de la population active au T3 2019. Par rapport au trimestre précédent, il est en hausse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,5 point.

Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi

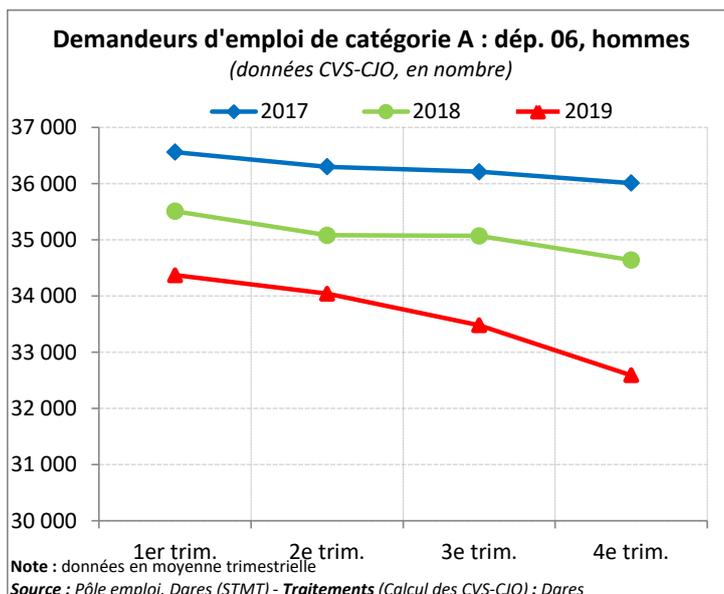


- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 65 290. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 2,3 % (-1 570 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 5,1 % (-3 510 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 306 860 en moyenne au T4 2019, soit une baisse de 2,2 % par rapport au T3 2019 (-7 020 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,9 % sur un an (-15 780 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit en moyenne à 3 308 830 au T4 2019, soit une baisse de 1,7 % par rapport au T3 2019 (-55 640 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,1 % sur un an (-107 300 demandeurs d'emploi).

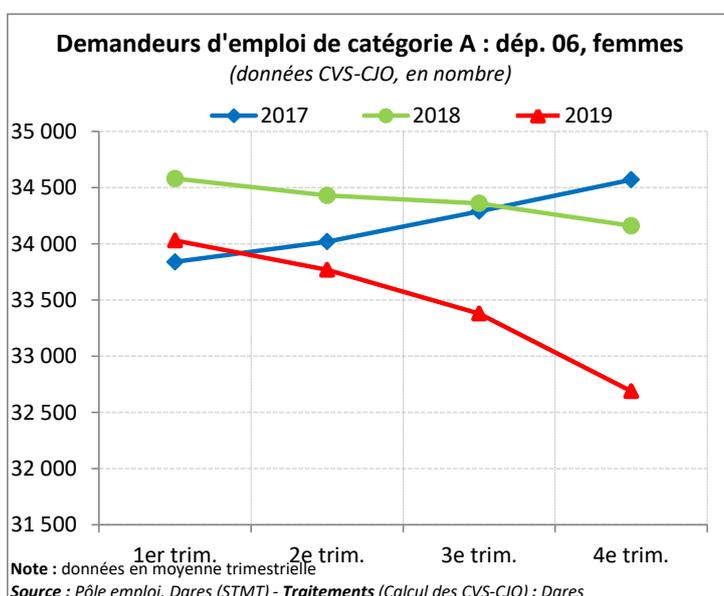
Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe



- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 32 590. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 2,7 % (- 890 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 5,9 % (-2 050 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 154 310 au T4 2019, soit une baisse de 2,5 % par rapport au T3 2019 (-4 010 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,3 % sur un an (-8 700 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 679 400 au T4 2019, soit une baisse de 1,9 % par rapport au T3 2019 (-32 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,2 % sur un an (-55 870 demandeurs d'emploi).

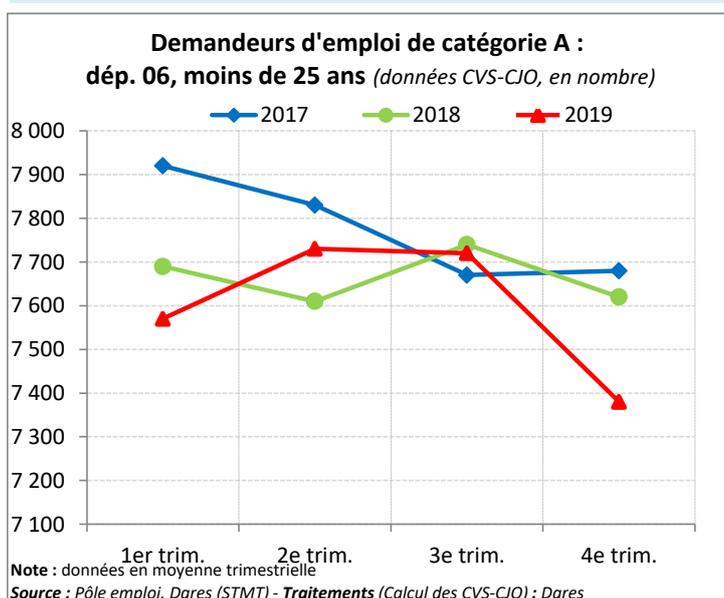


- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites à Pôle emploi s'établit à 32 690. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 2,1 % (- 690 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 4,3 % (-1 470 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 152 560 au T4 2019, soit une baisse de 1,9 % par rapport au T3 2019 (-3 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,4 % sur un an (-7 070 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 629 430 au T4 2019, soit une baisse de 1,4 % par rapport au T3 2019 (-23 640 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,1 % sur un an (-51 440 demandeurs d'emploi).

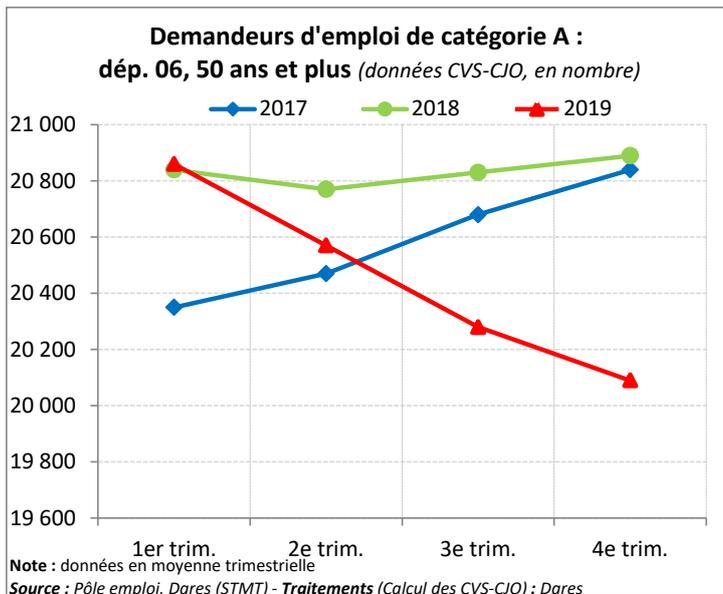
Demandeurs d'emploi de catégorie A, par âge



- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 7 380. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 4,4 % (- 340 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,1 % (- 240 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 39 160 au T4 2019, soit une baisse de 3,5 % par rapport au T3 2019 (-1 430 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,6 % sur un an (-1 460 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 452 230 au T4 2019, soit une baisse de 2,2 % par rapport au T3 2019 (-10 070 demandeurs d'emploi) et une diminution de 1,4 % sur un an (-6 200 demandeurs d'emploi).

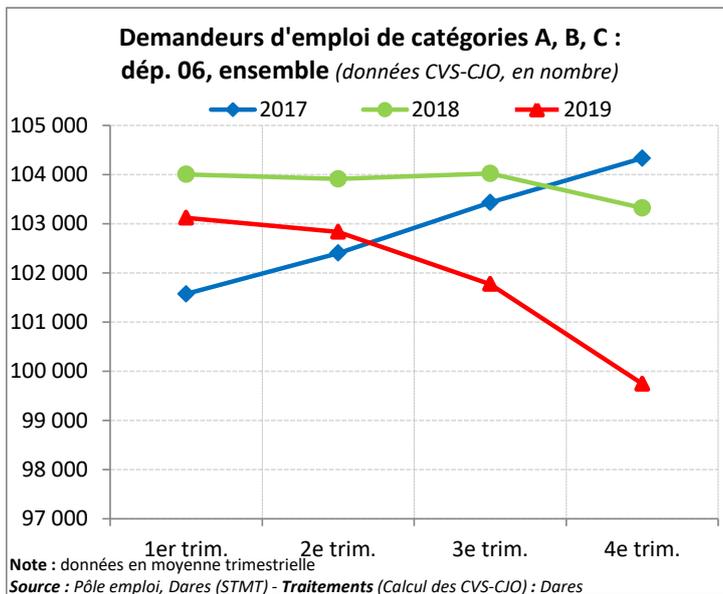


- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle emploi s'établit à 20 090. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 0,9 % (- 190 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,8 % (- 800 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 87 830 au T4 2019, soit une baisse de 1,0 % par rapport au T3 2019 (- 850 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,4 % sur un an (-3 120 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 901 470 au T4 2019, soit une baisse de 0,9 % par rapport au T3 2019 (-8 200 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,1 % sur un an (-18 900 demandeurs d'emploi).

Demandedeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi

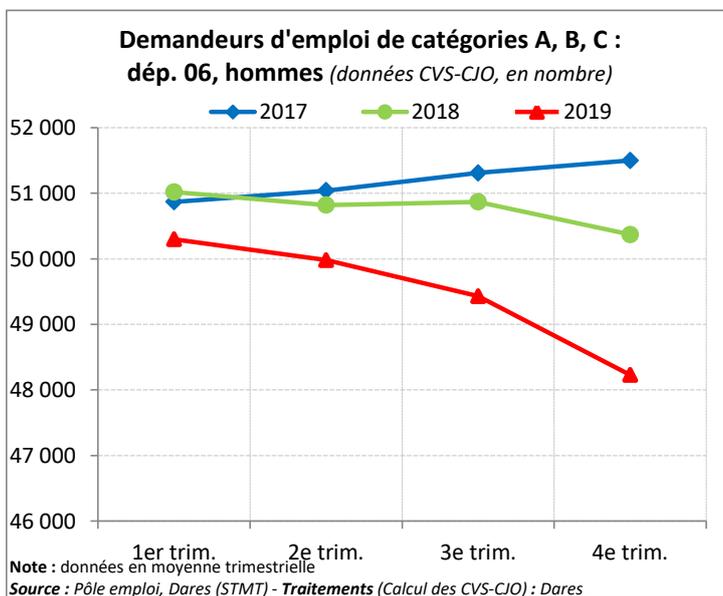


- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 99 740. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 2,0 % (-2 030 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 3,5 % (-3 580 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 482 180 au T4 2019, soit une baisse de 1,8 % par rapport au T3 2019 (-8 740 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,5 % sur un an (-17 450 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 442 870 au T4 2019, soit une baisse de 1,6 % par rapport au T3 2019 (-87 700 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,9 % sur un an (-162 700 demandeurs d'emploi).

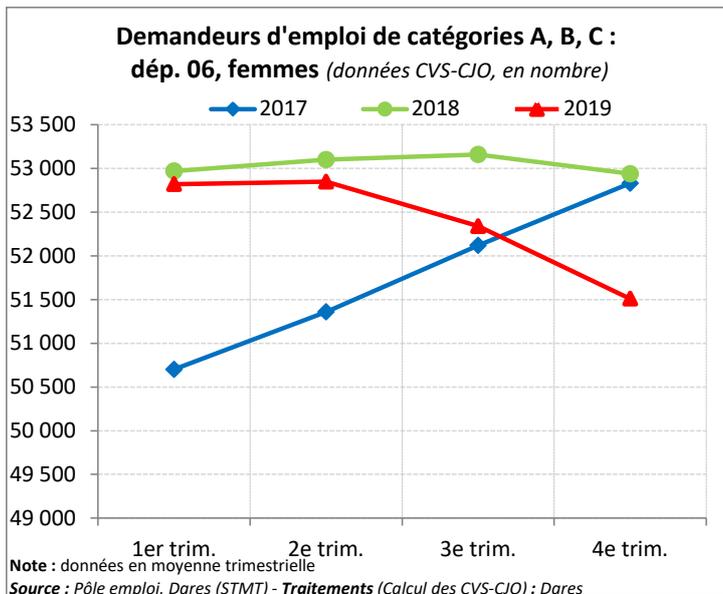
Demandedeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 48 230. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 2,4 % (-1 200 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 4,2 % (-2 140 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 233 440 au T4 2019, soit une baisse de 2,0 % par rapport au T3 2019 (-4 880 demandeurs d'emploi) et une diminution de 4,0 % sur un an (-9 690 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 608 170 au T4 2019, soit une baisse de 1,7 % par rapport au T3 2019 (-45 700 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,2 % sur un an (-84 900 demandeurs d'emploi).

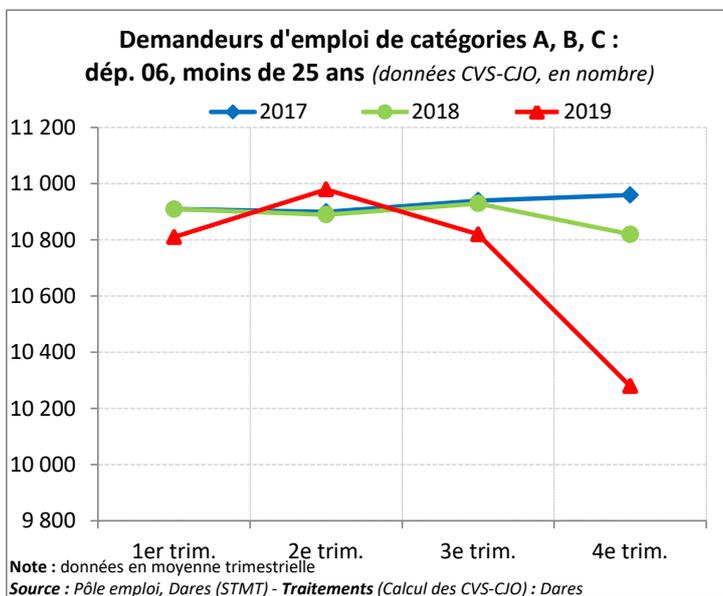


- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites à Pôle emploi s'établit à 51 510. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 1,6 % (- 830 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,7 % (-1 430 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 248 740 au T4 2019, soit une baisse de 1,5 % par rapport au T3 2019 (-3 860 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,0 % sur un an (-7 760 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 834 700 au T4 2019, soit une baisse de 1,5 % par rapport au T3 2019 (-42 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,7 % sur un an (-77 800 demandeurs d'emploi).

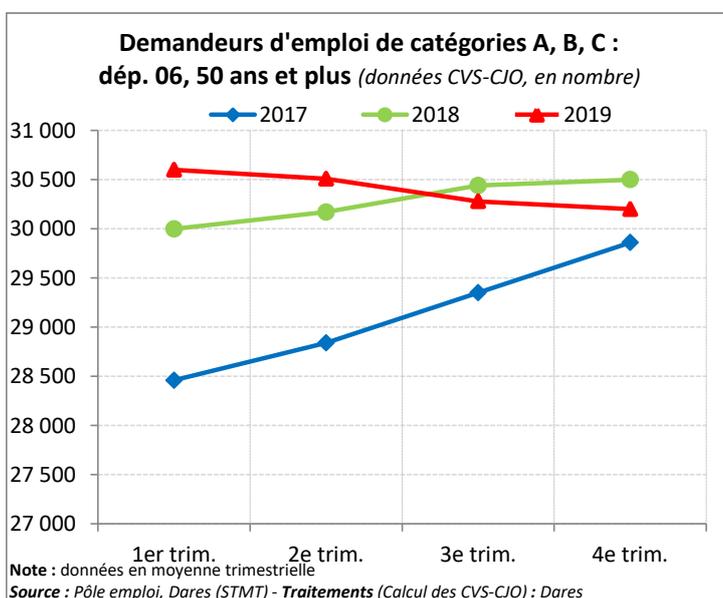
Demands d'emploi de catégories A, B, C par âge



- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 10 280. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 5,0 % (- 540 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 5,0 % (- 540 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 57 560 au T4 2019, soit une baisse de 4,3 % par rapport au T3 2019 (-2 560 demandeurs d'emploi) et une diminution de 5,3 % sur un an (-3 210 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 269 300 au T4 2019, soit une baisse de 0,9 % par rapport au T3 2019 (-2 330 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,1 % sur un an (+3 000 demandeurs d'emploi).

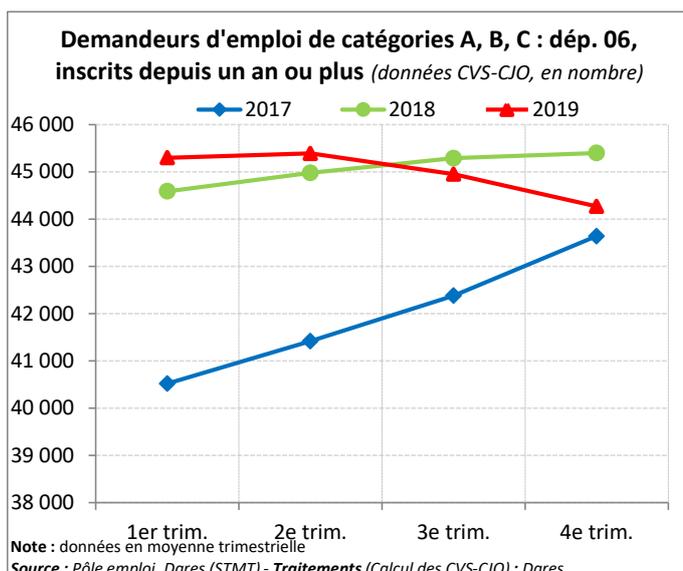


- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits à Pôle emploi s'établit à 30 200. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 0,3 % (- 80 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 1,0 % (- 300 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 134 570 au T4 2019, soit une baisse de 0,3 % par rapport au T3 2019 (- 370 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,8 % sur un an (-1 020 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de séniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 427 700 au T4 2019, soit une baisse de 0,4 % par rapport au T3 2019 (-6 270 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,3 % sur un an (-3 800 demandeurs d'emploi).

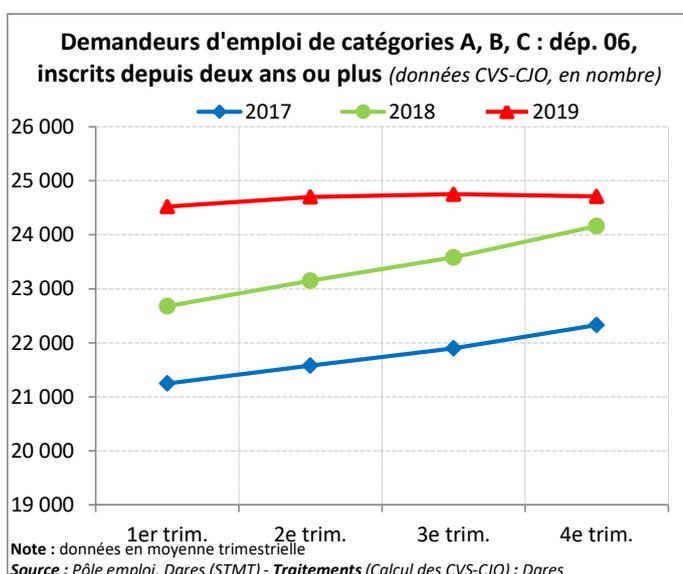
Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 44 270. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 1,5 % (- 680 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,5 % (-1 130 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 224 570 au T4 2019, soit une baisse de 1,5 % par rapport au T3 2019 (-3 380 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,2 % sur un an (-5 070 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 582 970 au T4 2019, soit une baisse de 1,7 % par rapport au T3 2019 (-45 100 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,5 % sur un an (-66 630 demandeurs d'emploi).



- En moyenne au T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 24 710. Par rapport au T3 2019, il est en baisse de 0,2 % (- 40 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 2,3 % (+ 550 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 127 700 au T4 2019, soit une stabilité par rapport au T3 2019 (- 20 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,9 % sur un an (+3 570 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 507 030 au T4 2019, soit une baisse de 0,5 % par rapport au T3 2019 (-8 110 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,7 % sur un an (+39 000 demandeurs d'emploi).

Entrées et sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T4 2019	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	10 060	-0,2	-1,4
Paca	46 000	-0,7	-0,9
France métr.	513 200	-0,6	0,2

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 0,2 % par rapport au T3 2019. Sur un an, elles baissent de 1,4 %.

- En Paca, les entrées sont en baisse de 0,7 % par rapport au trimestre précédent.

- En France métropolitaine, les entrées sont en baisse de 0,6 % par rapport au trimestre précédent.

Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

	T4 2019	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	10 760	-1,5	5,0
Paca	48 710	-2,4	4,2
France métr.	533 600	-2,8	2,5

Note : données en moyenne trimestrielle

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS-CJO) : Dares

- Au cours du T4 2019, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C diminuent de 1,5 % par rapport au T3 2019. Sur un an, elles progressent de 5,0 %.

- En Paca, les sorties sont en baisse de 2,4 % par rapport au trimestre précédent.

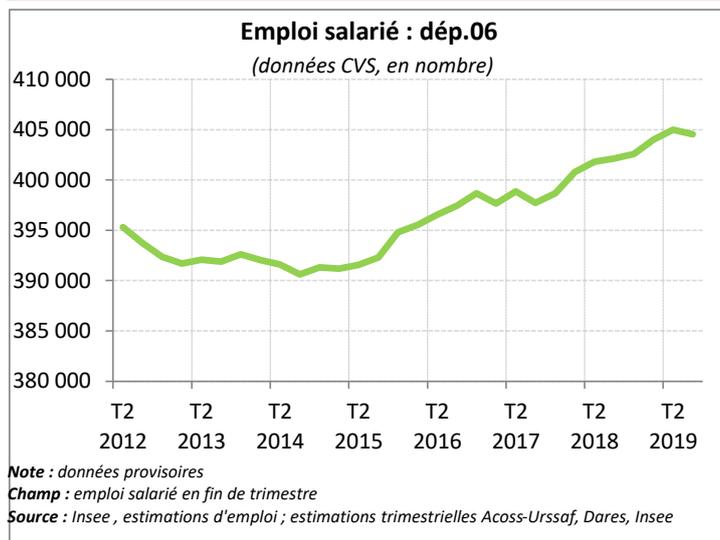
- En France métropolitaine, les sorties sont en baisse de 2,8 % par rapport au trimestre précédent.

Emploi

Emploi salarié

L'évolution de l'emploi salarié s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.

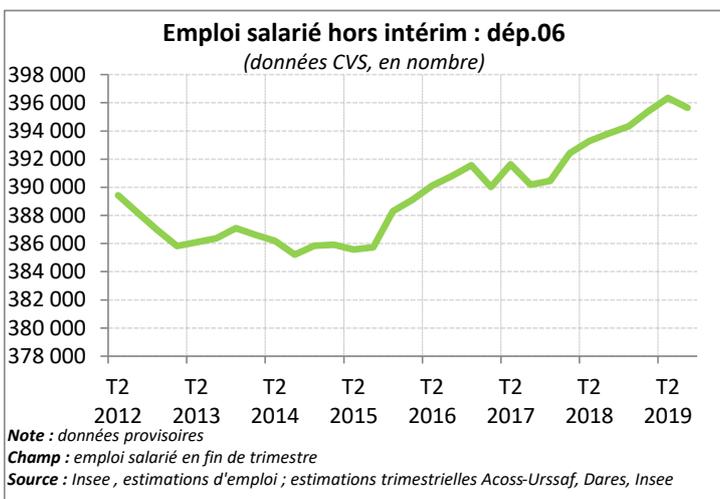
Avertissement : à partir des données portant sur le 1er trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié. Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et des particuliers employeurs (voir p. 11) ; les séries d'emploi intérimaire ont été fortement révisées suite au traitement du passage à la Déclaration sociale nominative (DSN) dans le courant de l'année 2016 pour les majors de l'intérim, puis en 2017 pour les autres établissements, qui a permis d'améliorer la qualité de couverture par rapport à la source historique.



- A la fin du T3 2019, les Alpes-Maritimes comptent 404 558 salariés. C'est 417 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 2 410 de plus qu'un an auparavant (+0,6 %).

- A la fin du T3 2019, Paca compte 1 866 072 salariés. C'est 3 685 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 18 829 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).

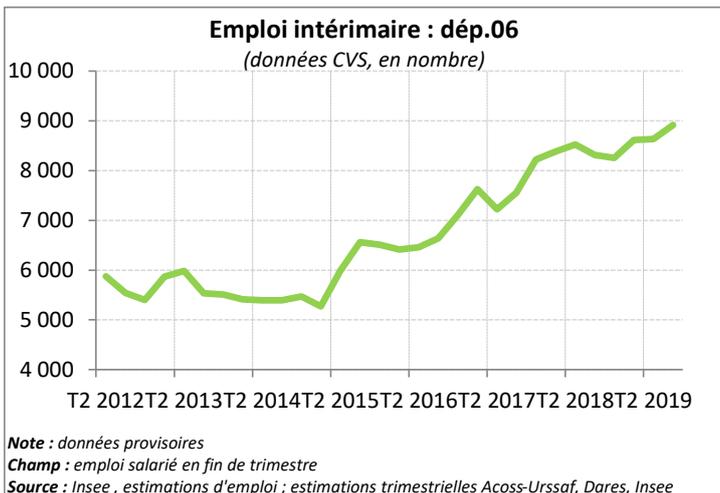
- A la fin du T3 2019, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés s'établit à 24 879 949. C'est 39 395 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 240 708 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés s'établit à 395 645 à la fin du T3 2019 dans les Alpes-Maritimes. C'est 699 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,2 %) et 1 810 de plus qu'un an auparavant (+0,5 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 1 814 448 à la fin du T3 2019. C'est 3 179 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 18 248 de plus qu'un an plus tôt (+1,0 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés hors intérim s'établit à 24 099 387 à la fin du T3 2019. C'est 42 218 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 248 583 de plus qu'un an auparavant (+1,0 %).



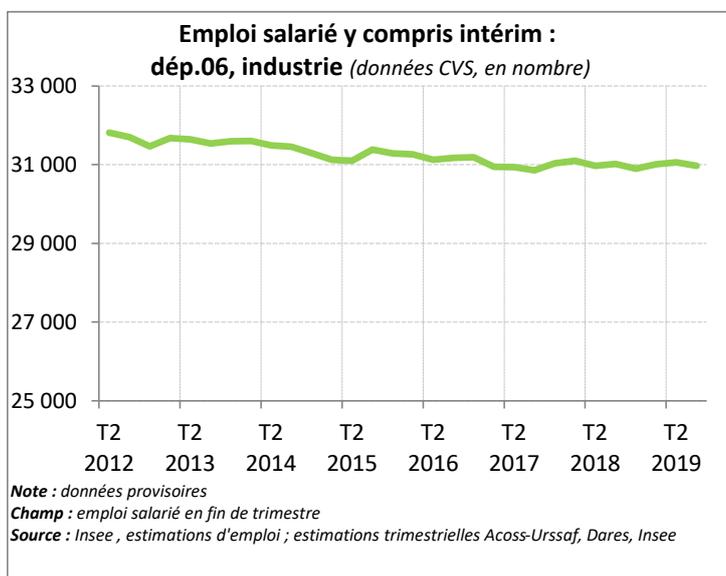
- A la fin du T3 2019, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 8 913 dans les Alpes-Maritimes. C'est 283 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,3 %) et 600 de plus qu'un an auparavant (+7,2 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 51 624 à la fin du T3 2019. C'est 506 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,0 %) et 581 de plus qu'un an auparavant (+1,1 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 780 562 à la fin du T3 2019. C'est 2 823 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,4 %) et 7 875 de moins qu'un an auparavant (-1,0 %).

Emploi salarié, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

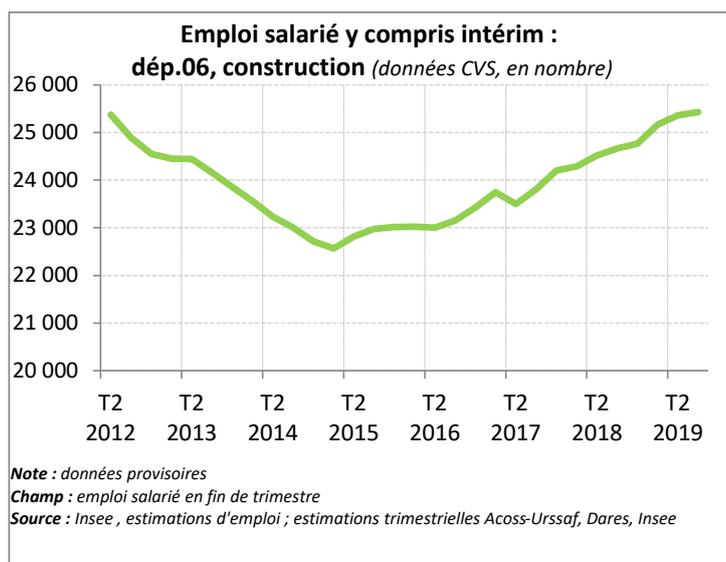
Pour mieux apprécier les secteurs d'activité au niveau régional, le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés ceux hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Les données présentes ici sont donc différentes de celles publiées par l'Insee.



- A la fin du T3 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 30 974. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 84 (-0,3 %) : -48 emplois hors intérim et -35 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 48 (-0,2 %).

- A la fin du T3 2019, Paca compte 165 979 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2019, ce nombre augmente de 308 (+0,2 %) : +109 emplois hors intérim et +199 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 86 (-0,1 %).

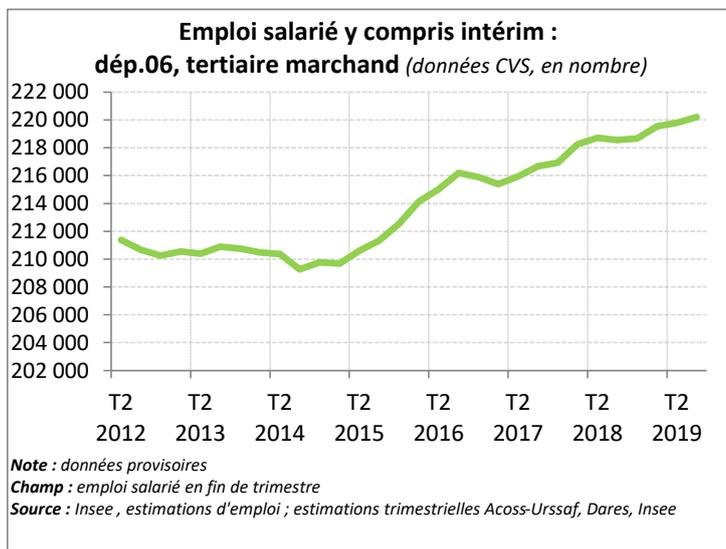
- A la fin du T3 2019, la France métropolitaine compte 3 405 409 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2019, ce nombre baisse de 3 791 (-0,1 %) : +1 137 emplois hors intérim et -4 928 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 3 732 (-0,1 %).



- A la fin du T3 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 25 428. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 70 (+0,3 %) : -35 emplois hors intérim et +105 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 767 (+3,1 %).

- A la fin du T3 2019, Paca compte 120 065 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2019, ce nombre augmente de 297 (+0,2 %) : +362 emplois hors intérim et -65 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 3 558 (+3,1 %).

- A la fin du T3 2019, la France métropolitaine compte 1 550 158 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2019, ce nombre augmente de 7 198 (+0,5 %) : +8 478 emplois hors intérim et -1 280 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 42 714 (+2,8 %).



- A la fin du T3 2019, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 220 000. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 404 (+0,2 %) : +261 emplois hors intérim et +143 intérimaires. Sur un an, il progresse de 1 648 (+0,8 %).

- A la fin du T3 2019, Paca compte 911 893 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2019, ce nombre augmente de 805 (+0,1 %) : +659 emplois hors intérim et +146 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 10 802 (+1,2 %).

- A la fin du T3 2019, la France métropolitaine compte 11 779 356 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T2 2019, ce nombre augmente de 26 072 (+0,2 %) : +23 593 emplois hors intérim et +2 479 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 172 176 (+1,5 %).

Politiques d'aide à l'emploi

Avertissement :

-À partir de janvier 2018, les **CUI-CAE** sont transformés en **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il n'y a ainsi plus d'embauches en CUI-CAE. Le recours aux **CUI-CIE** est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement. Pour plus d'informations, voir « Définitions : politiques d'aide à l'emploi » en page 12.

-A compter du 1er janvier 2018 le dispositif **Emploi d'avenir** est mis en extinction. Dès lors, le recours à ce type de contrat aidé n'est plus autorisé. Les Emplois d'avenir ne sont donc plus affichés dans la présente synthèse conjoncturelle.

-Suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des **contrats de professionnalisation** sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

Contrats uniques d'insertion/Parcours emploi compétences (CUI/PEC)

Embauches en CUI/PEC (y compris reconductions)

		T3 2019	T3 2018
Dép. 06	CUI/PEC	355	506
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	355	506
	CUI-CIE (marchands)	0	0
Paca	CUI/PEC	2 400	2 931
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	2 400	2 931
	CUI-CIE (marchands)	0	0
France métro.	CUI/PEC	22 783	34 353
	CUI-CAE/PEC (non marchands)	22 447	33 997
	CUI-CIE (marchands)	336	356

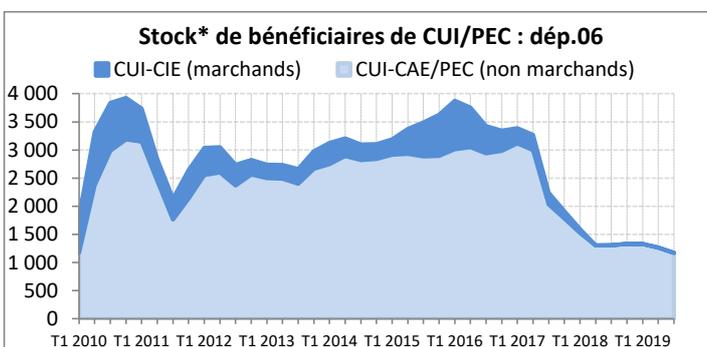
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

- Au cours du T3 2019, dans les Alpes-Maritimes, 355 CUI/PEC sont signés ou reconduits, soit 151 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 400 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T3 2019, soit 531 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 22 783 CUI/PEC sont signés ou reconduits au cours du T3 2019, soit 11 570 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires, hors associations intermédiaires

Source : ASP - Traitements : Dares

- A la fin du T3 2019, les Alpes-Maritimes comptent 1 172 bénéficiaires de CUI/PEC (dont 100 % dans le secteur non marchand), soit 135 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 7 786 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T3 2019, soit 53 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 75 374 personnes bénéficient d'un CUI/PEC à la fin du T3 2019, soit 17 958 de moins qu'un an auparavant.

Contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Embauches en CDDI (y compris reconductions)

		T3 2019	T3 2018
Dép. 06	CDDI	292	275
	CDDI non marchands	237	217
	CDDI marchands	55	58
Paca	CDDI	2 723	2 435
	CDDI non marchands	2 230	1 957
	CDDI marchands	493	478
France métro.	CDDI	42 118	39 345
	CDDI non marchands	32 487	30 543
	CDDI marchands	9 631	8 802

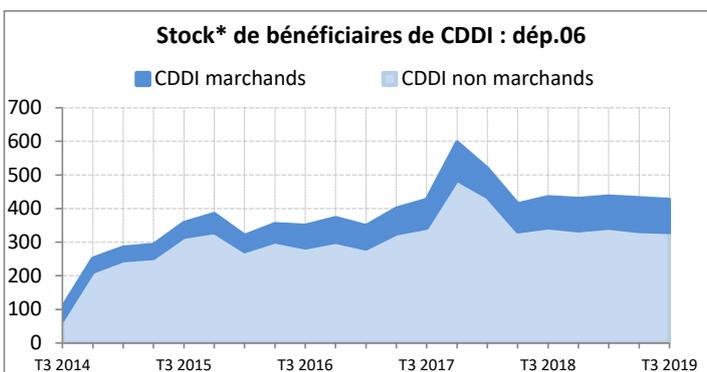
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

Source : ASP - **Traitements :** Dares

- Au cours du T3 2019, dans les Alpes-Maritimes, 292 CDDI sont signés ou reconduits, soit 17 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 2 723 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2019, soit 288 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 42 118 CDDI sont signés ou reconduits au cours du T3 2019, soit 2 773 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



*Stock = entrées - sorties, calculé depuis l'entrée en vigueur du dispositif

Note : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; le CDDI peut être réalisé soit dans un atelier et chantier d'insertion (ACI) (secteur non marchand), soit dans une entreprise d'insertion (EI) (secteur marchand)

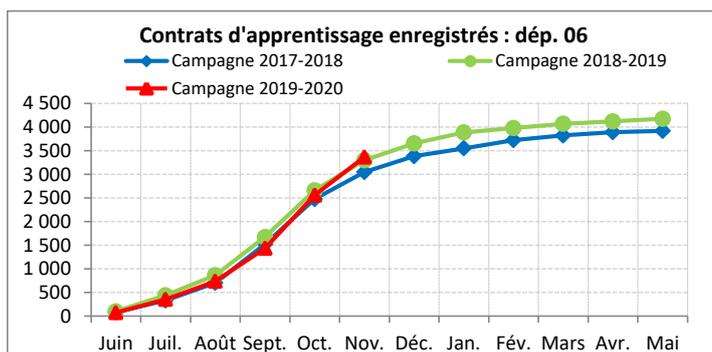
Source : ASP - **Traitements :** Dares

- A la fin du T3 2019, les Alpes-Maritimes comptent 426 bénéficiaires de CDDI (dont 77 % dans le secteur non marchand), soit 8 de moins que l'année précédente.

- En Paca, 4 225 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T3 2019, soit 193 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 64 167 personnes bénéficient d'un CDDI à la fin du T3 2019, soit 1 885 de plus qu'un an auparavant.

Contrats d'apprentissage



Note : données cumulées, brutes, provisoires

Champ : hors apprentis du secteur public

Source : Chambres consulaires, Direccte Paca - **Traitements :** Dares

- Durant la campagne de juin 2019 à novembre 2019, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 361 contrats d'apprentissage, soit 68 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 17 795 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2019 à novembre 2019, soit 1 290 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 251 165 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juin 2019 à novembre 2019, soit 20 493 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Définitions : chômage et demande d'emploi

Le **taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

Les **demandeurs d'emploi** sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent depuis 2009, à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi selon les catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;**
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;**
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;**
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;**
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).**

ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

Alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc.

Définitions : emploi

Jusqu'aux données portant sur le 4^{ème} trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs. **À partir de la validité des données portant sur le 1^{er} trimestre 2018, le champ est étendu à l'ensemble de l'emploi salarié.** Sont ainsi ajoutés les salariés du tertiaire non marchand, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs. Les données concernant ces salariés sont disponibles à partir du 4^{ème} trimestre 2010.

Par ailleurs, à partir des résultats portant sur le 1^{er} trimestre 2017, soit **depuis l'été 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées sont réalisées par l'Insee en partenariat avec l'Acoss et les Urssaf ainsi que la Dares**, afin d'assurer une plus grande cohérence des messages et de les rendre plus lisibles. Les niveaux d'emploi restent issus des estimations annuelles d'emploi produites par l'Insee. À ces niveaux d'emploi de référence, sont appliqués des taux d'évolution trimestriels élaborés par l'Acoss et les Urssaf sur le champ privé hors intérim, et par la Dares sur l'intérim. La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee.

Concernant l'intérim, **l'Insee et la Dares publient désormais des séries harmonisées du nombre d'intérimaires aux niveaux régional et départemental.** Il est ainsi possible de connaître, pour chaque département, le nombre d'intérimaires présents dans chaque secteur d'activité. Ces séries correspondent au nombre de contrats en cours en fin de mois à l'agence d'intérim. Produites et désaisonnalisées par la Dares, elles intègrent depuis l'été 2017 les CDI intérimaires.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité au niveau régional, **le Sese de la Direccte Paca analyse les séries d'emploi y compris intérim** : aux effectifs intérimaires produits par la Dares pour chaque secteur d'activité, sont ajoutés les effectifs hors intérim publiés par l'Insee. Cette approche diverge de celle de l'Insee qui comptabilise les intérimaires dans le tertiaire marchand, quel que soit le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. **En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentes ici sont différentes de celles publiées par l'Insee.**

Définitions : politiques d'aide à l'emploi

Les contrats aidés. Un contrat aidé est un contrat dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, sous forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. L'accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, et le volume de contrats est piloté par les pouvoirs publics aux niveaux régional et national. Le ciblage sur les publics les plus éloignés du marché du travail ainsi que le suivi physico-financier sont deux caractéristiques qui les distinguent des emplois aidés. En effet, pour ces derniers, les aides sont générales et/ou non pilotées. En 2018, on distingue deux principaux types de contrats aidés :

- le Contrat unique d'insertion (CUI) dans le secteur non marchand devient le **Parcours emploi compétences (PEC)**. Il s'appuie sur une logique de parcours pour l'individu et sur une sélection des employeurs. Son objectif est l'insertion professionnelle des publics éloignés du marché du travail, alliant mise en situation professionnelle, accès facilité à la formation et acquisition de compétences. La signature d'un PEC ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le recours aux CUI dans le secteur marchand (CUI-CIE) est quant à lui limité aux Drom ou aux Conseils départementaux qui les financent entièrement ;

- le **Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI)** : suite à la réforme de l'Insertion par l'activité économique (IAE), l'aide au poste d'insertion pour le financement des structures de l'IAE est généralisée et se substitue aux autres aides versées par l'État. En conséquence, pour les Ateliers et chantiers d'insertion (ACI), le recours aux contrats aidés a pris fin au 1^{er} juillet 2014 et le CUI est désormais remplacé par le CDDI qui a vocation lui aussi à faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières. D'une durée minimale de 4 mois renouvelables dans la limite d'une durée totale de 2 ans, il peut toutefois être renouvelé au-delà de 2 ans pour permettre d'achever une action de formation professionnelle, ou pour favoriser l'insertion d'un salarié âgé d'au moins 50 ans ou d'une personne reconnue travailleur handicapé. Le CDDI concerne également le secteur marchand dans le cadre des recrutements par une Entreprise d'insertion (EI).

En outre, la mise en œuvre des PEC s'inscrit dans la création d'un Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) qui réunit, pour en promouvoir une gestion globale, les crédits des PEC et de l'IAE. L'objectif de ce fonds est de permettre une meilleure cohérence de l'offre d'insertion en fonction des spécificités des territoires et des besoins des populations. Le volume de ce fonds est déterminé annuellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). En 2018, Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie ainsi de près de 9 % de l'enveloppe financière nationale du FIE, qui représente environ 1,3 milliard d'euros en France métropolitaine.

Les contrats en alternance. Ils combinent l'acquisition de savoirs généraux, professionnels ou techniques et la pratique en entreprise pour parfaire la formation des alternants. Cependant, les modalités d'exécution de ces contrats de travail diffèrent notamment sur la durée du contrat, la durée de la formation et la rémunération associée. Il en existe deux :

- le **contrat d'apprentissage**, dans le cadre de la formation initiale, s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans ;

- le **contrat de professionnalisation**, s'inscrit dans le cadre de la formation continue. Il s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans ou plus, ainsi qu'aux bénéficiaires du RSA, de l'ASS, de l'AAH ou d'un CUI.

Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CDDI.....	Contrat à durée déterminée d'insertion
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières
CVS-CJO ⁽¹⁾	Corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
PEC.....	Parcours emploi compétences
STMT.....	Statistiques du marché du travail

⁽¹⁾ L'intérêt des données CVS et CVS-CJO est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Lorsque les données sont brutes, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

Pour en savoir plus

[Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)

[Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)

[Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

[Eclairages conjoncturels départementaux](#)

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrick Maddalone

Chef de service : Rémi Belle remi.belle@direccte.gouv.fr

Réalisation : Virginie D'Angelo virginie.dangelo@direccte.gouv.fr